

CONSIGNES POUR LA DÉTERMINATION DE L'ÉLIGIBILITÉ RELATIVE AUX SERVICES D'INTERPRÉTATION ET DE TRADUCTION ASSERMENTÉE

COUR SUPRÊME DE L'ÉTAT DU MAINE [DÉCRET ADMINISTRATIF JB-06-03](#)

Date de vigueur: 11 octobre 2006

Le présent décret stipule les consignes de détermination du département judiciaire relatives à la prestation d'un service d'interprétation ou de traduction au sein des Tribunaux de l'État du Maine pour les personnes présentant des compétences limitées en langue anglaise, identifiées ci-après en tant qu'individus "LEP", qui constituent : les parties, plaideurs potentiels cherchant une assistance auprès des greffiers, les témoins, ou parents de mineurs dans des affaires de mineurs.

Des compétences limitées en anglais fait référence à l'incapacité de comprendre de manière adéquate ou de communiquer en anglais au cours d'un procès. Cette expression s'applique à des individus dont la langue maternelle n'est pas l'anglais et dont la capacité à parler anglais ne correspond pas au niveau de compréhension et d'expression nécessaire pour participer de manière efficace à des procédures judiciaires. Tandis que cette expression s'applique également aux individus dont la langue maternelle est la langue des signes américaine, le présent Décret administratif ne s'applique pas aux sourds et malentendants. Les services d'interprétation et/ou de traduction pour ces individus sont régis par [5 M.R.S. § 48-A](#).

Aucun élément stipule ci-après ne doit être interprété comme empêchant un individu de bénéficier de sa propre assistance de traduction ou d'interprétation, en plus de l'interprète ou du traducteur nommé et pris en charge par le tribunal.

I. DÉTERMINATION D'ÉLIGIBILITÉ

Les tribunaux de l'État du Maine s'engagent à fournir, aux frais de l'État, un interprète aux individus "LEP" qui constituent des parties ou témoins dans le cadre d'un procès, ou aux parents de mineurs impliqués dans des affaires de mineurs, pour toutes les procédures judiciaires relatives à cette affaire. "Toutes les procédures judiciaires" comprend les conférences de gestion des dossiers, les médiations CADRES assistées judiciairement, les motions d'audience, lectures d'actes d'accusation, les audiences d'engagement, la sélection du jury, les jugements, les verdicts, les plaidoiries d'appel, et tout autre événement ou procédure autorisé par le président du tribunal ou la justice.

Dans le cas où l'individu "LEP" présente un avocat commis par le tribunal, cet avocat peut demander l'autorisation au président du tribunal ou à la justice d'encourir des frais relatifs aux services d'un interprète et/ou traducteur pour les conférences avec son client, les évaluations autorisées par le tribunal et les dépositions.

Dans le cas où un individu "LEP" nécessitant les services d'un interprète, fait une demande d'informations et/ou d'assistance auprès du bureau du greffier, le greffier s'engage à fournir les information et/ou l'assistance en utilisant un interprète ou tout autre service, tel qu'un service d'interprétation téléphonique.

Les autres demandes de services d'interprétation/de traduction ou tout autre aménagement sera considéré conforme à la [Politique relative à l'Accès des personnes handicapées](#) du Département judiciaire (Date de vigueur, 5 mai 2000).

Les greffiers sont autorisés à organiser les services d'un interprète ou d'un traducteur sur demande d'un juge, d'un plaideur individuel, de l'avocat ou du représentant ou dans le cas où, selon l'estimation du greffier, un individu n'est pas en mesure de comprendre les informations qui lui sont fournies, ou dans le cas où le greffier n'est pas en mesure de comprendre les demandes faites par l'individu.

Pour le Tribunal,

Leigh I. Saufley

Président de la Cour suprême

Date de promulgation : 11 octobre 2006